

Questions orales

[Français]

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, il serait clair pour quiconque veut regarder la réalité en face et quiconque aurait suivi les délibérations du Comité lorsqu'il a interrogé les fonctionnaires de Postes Canada, que la prémisse de la question de l'honorable député n'est pas conforme à la réalité. Le Comité a été saisi du plan d'affaires de la Société canadienne des postes et il a interrogé durant presque deux semaines et un peu plus les fonctionnaires de Postes Canada. Le Comité fera son rapport en temps et lieu à la Chambre des communes, et à partir de là, le gouvernement sera en mesure d'examiner les propositions du Comité et d'en venir à une décision, savoir si oui ou non le plan doit être changé.

[Traduction]

LE TRANSFERT DES BUREAUX DE POSTE RURAUX AU SECTEUR PRIVÉ

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, chose certaine, les Canadiens qui vivent dans nos régions rurales devront prendre livraison de leur courrier soit à une superboîte soit chez le marchand de leur localité. Nous avons suffisamment parlé des superboîtes.

Permettez-moi de poser cette question au ministre suppléant. Croit-il vraiment qu'un marchand local peut s'occuper du courrier, après avoir touché la maigre somme que procurent les profits découlant de la vente de timbres, aussi efficacement que les maîtres ou les maîtresses de postes de nos régions rurales? Celles-ci se font effectivement voler et rouler.

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, si l'honorable député était au courant de son dossier, il saurait qu'il y a déjà 25 p. 100 des activités de Postes Canada qui sont dans le domaine privé. C'est un fait accompli. Or, ce que le plan propose, c'est qu'au cours d'une période de dix ans... On parle de mises à pied, on brandit les chiffres pour essayer de faire peur aux Canadiens et aux Canadiennes. Au sujet des personnes que ce plan pourrait affecter à cause de transferts que l'on voudrait faire au secteur privé, la réalité est que l'on va surtout procéder par attrition pour ces mises à pied au sein de Postes Canada. Ce sont également des faits qui ont été portés à l'attention du Comité. Peut-être que le député aurait dû être présent au Comité...!

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

L'AIDE AUX CÉRÉALISERS

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Durant sa conférence de presse de ce matin, le premier ministre a dit en quelque sorte qu'il ne s'était jamais engagé à verser

un milliard aux producteurs de grain de l'ouest du Canada durant l'année financière en cours. Pendant la campagne électorale qui a eu lieu en Saskatchewan, les agriculteurs de l'ouest du Canada étaient certainement persuadés qu'on leur avait promis de leur verser un milliard soit avant Noël, soit peu de temps après, mais en tout cas dans l'année financière en cours. Pourquoi le premier ministre abandonne-t-il les producteurs céréaliers de l'Ouest? Pourquoi ne reçoivent-ils pas leur argent avant Noël ou dans l'année financière en cours? Les agriculteurs veulent le savoir. La campagne électorale est terminée et ils veulent avoir leur argent.

● (1130)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, quelle attitude idiote! Le gouvernement du Canada, conformément aux engagements pris à la Chambre, a mis au point un programme d'aide aux agriculteurs canadiens qui est, à mon avis et suivant le ministre, la plus importante enveloppe d'aide aux agriculteurs canadiens de l'histoire. Il s'agit d'une mesure extrêmement importante pour l'ouest du Canada en particulier, mais aussi pour l'ensemble de l'agriculture canadienne en général.

L'engagement que j'ai pris à la Chambre au nom du gouvernement va être intégralement respecté. Cet argent va se retrouver, comme nous l'avons dit...

M. Benjamin: Quand?

M. Mulroney: Comme je l'ai dit à la conférence de presse de ce matin, le ministre va annoncer au plus tard la semaine prochaine quand nous prendrons cette mesure. Cela va être conforme à mes engagements, et cela va apporter aux agriculteurs canadiens la jolie somme de un milliard.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE QUAND L'ARGENT SERA VERSÉ

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, en réponse à une question posée le 7 octobre par le chef de l'opposition, le premier ministre a dit qu'il s'agissait d'argent frais pour les agriculteurs. Les producteurs de l'Ouest avaient la conviction qu'ils recevraient cet argent dans le courant de la présente année financière. Pourquoi cet argent ne vient-il pas cette année? S'il ne vient pas cette année, le premier ministre peut-il dire aux agriculteurs quand ils vont l'avoir? Ils ont leurs semences à faire le printemps prochain. Ils leur faut leur argent tout de suite.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député déforme mes propos. Il n'a qu'à contrôler ce que j'ai dit, c'était très net. J'irai même plus loin. Pendant la campagne électorale provinciale dont il parle, le député est allé dans sa circonscription placer l'électorat devant le choix suivant: adopter la position du NPD ou celle du gouvernement. Si j'ai bonne mémoire, toutes les circonscriptions provinciales comprises dans la circonscription fédérale du député se sont tournées vers les progressistes conservateurs.

Des voix: Bravo!